



GROUPE DES 7 PARTIS POLITIQUES

COMMUNIQUE DU G7

1. Le G7 exprime toute son indignation devant les propos mensongers de Monsieur Lambert Mende Omalanga, Ministre de la Communication et des Médias du gouvernement de Bruno Tshibala qui a affirmé sans vergogne que Monsieur Gabriel Kyungu-wa-ku-Mwanza, Député, Président national de l'Union Nationale des Fédéralistes du Congo, UNAFEC, et Vice-président du G7 ne serait pas victime d'un siège permanent de son domicile par la Garde Républicaine et la Police nationale à Lubumbashi, dans la province du Haut-Katanga, siège qui le place en fait illégalement en résidence surveillée, et que la présence des éléments armés à son domicile serait justifiée par le fait qu'il habiterait la commune populaire de Katuba en proie à l'insécurité.
2. Le G7 dément catégoriquement ces affabulations de Monsieur Mende *connu par tous pour ses talents de menteur et de désinformateur professionnel*, ce qui n'honore nullement son statut de membre du gouvernement de la République. En effet, le Vice-Président Gabriel Kyungu-wa-ku-Mwanza habite le centre-ville de Lubumbashi, commune qui porte le même nom et son domicile est situé à une vingtaine de kilomètres de la commune dont parle le Ministre de la Communication. Au demeurant, ce quartier ne connaît aucune insécurité.
3. Comble de ridicule, comment le Ministre peut-il prétendre que l'ensemble de la ville de Lubumbashi est calme et affirmer en même temps qu'un de ses quartiers est dans l'insécurité et vit sous la protection permanente des policiers ?
4. Le G7 invite quiconque aurait un doute sur la séquestration de Vice-président Kyungu par les éléments de la Garde Républicaine et de la Police nationale depuis le début de l'année en cours, de s'informer auprès de la MONUSCO, des organisations non gouvernementales établies à Lubumbashi, quant à ce.
5. Le G7 dénonce et condamne le cynisme et la dérive autoritaire du pouvoir qui prive pour des raisons politiques, à un citoyen de la République, de

surcroit, élu du peuple, Monsieur Gabriel Kyungu-wa-ku-Mwanza, l'exercice de sa liberté la plus élémentaire, garantie par la constitution, de se mouvoir comme il veut et partout où il veut.

6. Pour le G7, le maintien du siège de Monsieur Gabriel Kyungu-wa-ku-Mwanza et de sa séquestration par les éléments de la Garde Républicaine et de la Police nationale ne contribue pas à la décrispation politique et confirme la volonté du régime du Président Joseph Kabila de restaurer la dictature et le règne de l'arbitraire en République Démocratique du Congo.
7. Le G7 continue à exiger la levée immédiate et sans condition de ce siège et de cette séquestration.
8. Il rappelle la responsabilité individuelle et collective de tous les intervenants dans cet acte liberticide qui répondront devant la justice.

Kinshasa, le 11 novembre 2017

Pour le G7

Le Président

Pierre LUMBI OKONGO

